

Les maîtres de l'héroïne Série 4/4

Mardi, l'Afghanistan

Tous les niveaux de pouvoir sont touchés par la « narcorruption »

Mercredi, Iran et Turquie

Téhéran se bat réellement, mais Istanbul reste au cœur du trafic.

Jeudi, Bulgarie et Serbie

Lentement, Sofia et Belgrade mettent à genoux leurs mafias.

Vendredi, le cas Benelux

Proche de Rotterdam, la Belgique est le grand bazar de l'héroïne.

La Belgique, grand bazar de l'héroïne pour la France

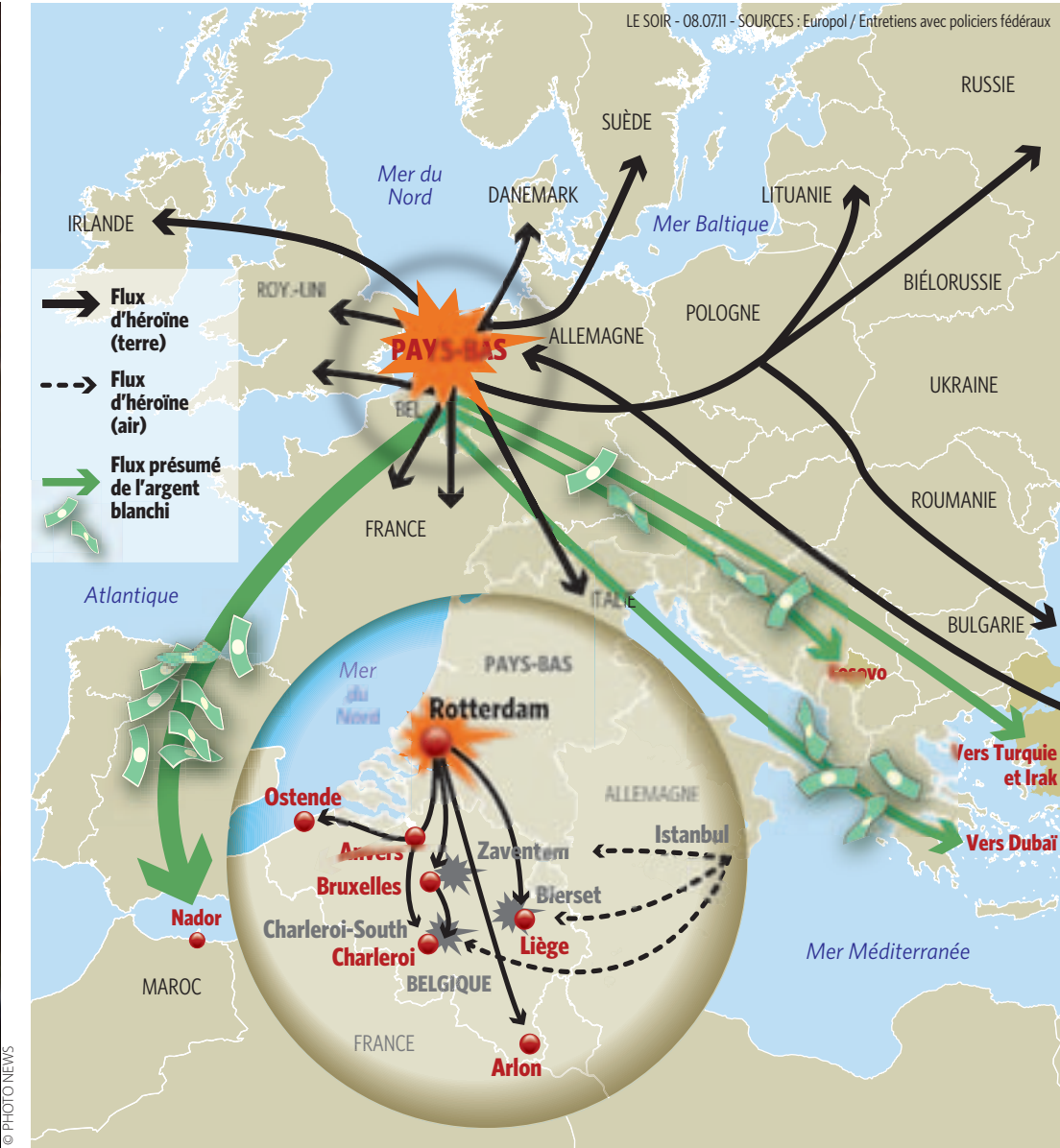
EN 160 km, le prix de l'héroïne triple, les bénéfices explosent.

BRUXELLES, CHARLEROI, LIÈGE

Fin du voyage – ou presque : lorsqu'elle arrive en Belgique, que vaut encore l'héroïne ? Si elle arrive via des « incorporés » – les passeurs qui avalent jusqu'à 1,3 kg d'ovules d'héroïne et tentent un débarquement à Gosselies, Zaventem ou Bierset – la pureté peut-être identique à celle rencontrée à Istanbul : jusqu'à 66,5 %. Mais en vente de rue, que l'héroïne soit venue par les airs ou – c'est le cas le plus fréquent – par voie terrestre comme expliqué dans nos éditions d'hier, la pureté n'est plus au rendez-vous : 5 à 7 % à Arlon, « 10 à 30 % » à Liège, idem à Charleroi, parfois même des doses homéopathiques que ne captent plus les « tests d'orientation » des policiers : 0,3 % est le taux le plus bas relevé ces dernières années. Le reste de la dose sera constitué « principalement de caféine ou paracétamol, ou plus rarement de Nesquik et café soluble », remarque Marc Gerits, inspecteur principal à la section stupés de la police de Liège. Parler de cette dilution n'a rien de futile : elle représente le bénéfice réel des trafiquants ouest-européens. De Kaboul à Rotterdam, le prix de l'héroïne grimpe de 3.200 à 33.000 €. Mais ensuite, de Rotterdam et environs (ce qu'Europol appelle le « hub nord-ouest ») jus-

qu'aux principaux marchés d'Europe (Grande-Bretagne, France, et même un retour sur l'Allemagne), c'est sur la coupe que les groupes criminels se paient. Et là, peu importent les modes de vente et consommation : par billes d'un gramme (20 à 25 euros à Liège, 20 à 30 à Charleroi) ou par billes de 2,5 g (50 € à Liège), voire par billes plus petites (0,3 g), c'est la pureté relative qui détermine le prix : qu'on parle à Arlon de 7 € le gramme pur de 5 à 10 %, ou à Charleroi d'un gramme de 25 à 30 € pur à 25 % (deux exemples qui nous sont donnés par la police fédérale à Bruxelles), nos interlocuteurs policiers semblent parler en définitive d'une même réalité : si le gramme était vendu pur sur nos trottoirs, il se vendrait autour de 100 euros. En clair, sur quelque 160 kilomètres, de l'importateur turc/kurde basé aux Pays-Bas qui réceptionne l'héroïne afghane venue des Balkans, jusqu'au consommateur résidant en Belgique, le prix a... triplé. A nouveau : qui empêche cet argent ? Pour le comprendre, il faut accepter ceci : la majorité des vendeurs de détail sont des clandestins, eux-mêmes victimes de filières de traite des êtres humains. C'est derrière cette première façade que nos policiers identifient les bénéficiaires réels. Suivez-nous. ■

ALAIN LALLEMAND



EN SYNTHÈSE...

Les bénéfices de l'héroïne vendue en Belgique se ventilent probablement comme suit :

0,86 % au fermier, dont la production, une fois raffinée, est vendue 4.500 € le kilo à la frontière. Le différentiel est ainsi partagé :

0,26 % aux insurgés, dont probablement un peu moins de 0,06 % à des groupes islamistes internationaux, et

3,38 % aux trafiquants afghans, cette masse économique incluant l'ensemble des flux de corruptions. Il est possible que certains trafiquants afghans gagnent davantage en obtenant, via Dubaï, un intéressement sur les ventes européennes.

Au Kurdistan, le prix de l'héroïne monte à 7.300 € le kilo, soit :

2,8 % pour les « Iraniens » et mafias étrangères actives en Iran (Turcs, Kurdes, Bulgares). La traversée de la Turquie voit le prix du kilo doubler, pour atteindre 14.000 €. Soit :

7,4 % pour Turcs et Kurdes, et sans doute bien davantage via les ventes directes qu'ils réalisent eux-mêmes en Europe de l'Ouest, ainsi que via le racket des trafiquants kurdes d'Europe auquel se livrent les indépendantistes kurdes.

Arrivé à Rotterdam, le prix de l'héroïne a atteint celui de l'or fin. Ce qui suppose une vaste prise de bénéfice à l'Est de l'Europe :

22 % pour les filières des Balkans – Bulgares, Albanais et Kosovars, Serbes, mais aussi Allemands, Néerlandais, qui assurent le transport entre le « hub » turc d'Istanbul, et le « hub » turc de Rotterdam.

Reste à calculer par soustraction l'ultime tranche de bénéfices. Tous autres frais déduits, il reste

63,3 % pour les mafias du Benelux, à savoir les vendeurs en gros (Rotterdam), demi-gros (Anvers, Bruxelles et tous les « market dealers ») et petits vendeurs, dont les bénéfices sont réinvestis en Europe ou dans des pays immédiatement limitrophes (Maroc, Turquie, Kosovo).

Plus de 85 % des revenus sont collectés par des acteurs résidant en Europe.

NB : Notre calcul s'appuie sur une héroïne qui n'est jamais pure, et dont la pureté est en outre variable. Mais les divers rapports prix/pureté rencontrés en Belgique sont assez convergents. En janvier 2011, selon la police fédérale, un gramme pur à 20-30 % se vendait à Charleroi à 20-30 euros, cependant qu'un gramme pur à 5-10 % se vendait à Arlon à +/- 7 euros. Bref, 1 g théorique d'héroïne pure = 100 euros.

Le schéma criminel

Une structure en trois strates, basée sur des « dealers captifs »

Deux commerces de l'héroïne coexistent en Belgique : d'abord, la vente de détail aux consommateurs résidant en Belgique, et qui sera tenue, selon les villes, par des groupes organisés qui peuvent être belges, albanoko-sovars, turcs, maghrébins. Mais l'essentiel du commerce est ailleurs : la vente de semi-gros aux dealers qui viennent réaliser en Belgique des achats groupés, puis arosent la France, bassin parisien inclus. Car la Belgique ne se trouve pas en fin de parcours, elle n'en est qu'un maillon : elle est traversée par les flux destinés au marché français, quatre à cinq fois plus important que le marché belge et l'un des plus importants d'Europe ; au prix de détail, l'ensemble du marché franco-belge de l'héroïne dépasse le milliard d'euros.

Pour alimenter ce marché, le profil général – mais pas systématique – est constitué de trois strates : tout en bas de la pyramide, « des ressortissants illégaux (notamment du Maroc, d'Algérie, de Tunisie) et qui alimentent une clientèle quasi exclusivement française », notent les policiers fédéraux bruxellois. Ces « market dealers » sont placés en apparte-

ments (« panden »), vendent « un peu de cocaïne, mais essentiellement de l'héroïne », et ils sont eux-mêmes des victimes de la traite des êtres humains : ils sont soit sans papiers soit délestés de leurs papiers, que leurs négriers tiennent en un endroit sûr. La seconde strate – celle des bénéficiaires – est constituée de leurs négriers. Eux aussi maghrébins, ils ont recruté en Afrique du Nord leurs futurs vendeurs, et connaissent leurs familles : « Je pense, sans en avoir la preuve, que si les choses ne se passaient vraiment pas bien ici, il y aurait des pressions sur la famille là-bas, explique le chef de section stupés de Charleroi, Marc Servais. Si un dealer disparaît avec la marchandise, on connaît historiquement ses points d'attache au Maroc. »

Maroc ? Oui, certaines villes comme Nador posent un problème spécifique (lire par ailleurs).

La troisième strate – les fournisseurs primaires – se trouve à Rotterdam et est généralement turque (kurde, en fait). Oui : la structure est à ce point cloisonnée qu'aujourd'hui Arabes et Turcs travaillent ensemble, ce qui était impensable il y a vingt ans. ■ A.L.

LA PART DU DEALER CAPTIF : 0,2 %

En Wallonie, un appartement qui tourne bien peut vendre jusqu'à « 600 kg d'héroïne en six mois », de très mauvaise qualité, « à 7 ou 8 €/gr ». Soit une recette mensuelle de 750.000 €. Si le vendeur clandestin (captif puisque sans papier), a la chance de toucher un fixe, il sera maximum de 1.500 €, soit 0,2 %.

Comment ça marche ?

Plusieurs kilos vendus par site, par semaine

Vendue des Pays-Bas, cette structure de « market deal » sur trois niveaux s'est répandue d'abord à Anvers au début du siècle, puis à Gand, Mons (2003), Charleroi (2006), Liège. On la rencontre aujourd'hui jusqu'à Arlon, mais la riposte policière et politique a été à ce point vigoureuse que la vente a commencé à se déplacer à nouveau vers la rue.

Qu'importe : le moteur de la transaction reste le même, à savoir la différence de prix entre Belgique et France, où un mauvais gramme d'héroïne peut être vendu au double ou au triple de ce qu'il a été acheté en province de Luxembourg. L'époque est révolue où le dealer « belge » vendait aux « Français » au départ d'un appartement unique et possédait un stock significatif de stupéfiants : ils « cachent l'héroïne parfois dans un endroit public, pour diminuer les risques de saisie », ils vont « parfois tourner sur 6 à 7 appartements : un jour l'un sert de dortoir, l'un aux achats-ventes, le troisième de dépôt, et on tourne les jours suivants. » La professionnalisation s'est renforcée : ils tra-

vaillent de plus en plus à flux tendus, ne vont chercher aux Pays-Bas les centaines de grammes ou le kilo d'héroïne qu'au moment où ils apprennent, par téléphone, qu'un acheteur va monter sur la Belgique. La téléphonie s'est, elle aussi, améliorée : GSM multiples, cartes prépayées, donc des écoutes d'une complexité devenue monstrueuse (« jusqu'à vingt dans un même dossier », soupire Charleroi, ce qui montre la détermination policière mais aussi la lourdeur et le coût de ces enquêtes). Pour certains de ces appartements clandestins de vente, « plusieurs voyages de plusieurs kilos » vers le fournisseur néerlandais sont parfois nécessaires la même semaine. Le volume est tel – et le prix obtenu à ce point bas – que ce marché de transit peut impacter à son tour sur le marché de distribution local. Mais cela tourne alors à l'affrontement physique car il est rare que les réseaux qui tiennent la vente « de transit » soient les mêmes que ceux qui tiennent la vente « belge », de détail. Résultat ? Castagne. ■

A.L. (avec Vincent Cobut, st.)

LA PART DES TOP-MANAGERS : >60 %

Même en décomptant la part payée au grossiste-distributeur néerlandais (> 35 %) et aux ultimes intermédiaires en Belgique (0,2 % pour le dealer captif, 1 % pour un éventuel passeur), les têtes du trafic présentes en Belgique gagnent au moins 60 % du revenu brut (13 x la part totale des Afghans).

Treize

Aujourd'hui, sur les vingt-sept arrondissements judiciaires du pays, treize sont concernés par ces appartements clandestins de vente d'héroïne. Les trois régions sont frappées.

LA COOPÉRATION

Allô, les Pays-Bas ?

Puisque l'épicentre se trouve aux Pays-Bas, pourquoi ne pas y intervenir ? La coopération policière avec les Pays-Bas est problématique. « Ça ne marche pas : on a souvent les bonnes infos, mais quand on arrive là-bas, on est « coupés », explique Marc Servais. La France rencontre les mêmes problèmes que nous, face à des organisations dont ils pensent qu'elles sont basées aux Pays-Bas. » Bruxelles met des gants mais ne dit rien d'autre : « Les Néerlandais travaillent de manière très managériale, avec des objectifs nationaux. Le revers : ce qui n'est pas prioritaire pour eux n'est pas enquired. Nos constats se limitent donc aux premiers constats : des numéros de plaques qui nous ramènent aux Pays-Bas, des numéros d'appel qui nous renvoient aux Pays-Bas, mais on ne peut pas faire l'enquête à leur place. » La Haye a été jusqu'à proposer aux Belges de procéder eux-mêmes (à leurs frais) aux écoutes téléphoniques de criminels opérant aux Pays-Bas.

La piste financière

L'argent repart vers... Nador, Izmir, Dubaï

Sans surprise, certains revenus de l'héroïne sont blanchis dans l'immobilier belge (Charleroi relève l'un ou l'autre cas lié au milieu turc), et il existe du blanchiment via des sociétés de services (un autre agent cite « une société de location de véhicules qui a acheté en un trimestre pour six millions d'euros de voitures de luxe »). Par ailleurs, les enquêtes financières mettent en évidence un lien entre Benelux et Dubaï, ce qui peut couvrir des opérations de blanchiment fort diverses : rétro-commissions aux Iraniens ou Afghans, simple paravent exotique avant retour à l'Ouest.

Cependant, une partie importante de l'argent collecté repart vers les villes et régions d'origine des trafiquants, de leurs familles, de leurs victimes : Kosovo, Turquie (« on achète beaucoup d'immeubles à Antalya et Izmir », note un enquêteur bruxellois), Afrique du Nord, avec une mention particulière pour la ville marocaine de Nador où plusieurs sources policières confirment l'existence d'une « rue des Belges » : un quartier où l'argent de l'héroïne est blanchi dans l'immobilier local.

Ce n'est pas par virement bancaire que l'argent y arrive, mais en cash : « Ceux qui sont structurés font retourner l'argent physiquement, explique-t-on à Charleroi. Un système de transport est organisé, plus dur à cibler. D'après ce que l'on sait, ils repartent vers le Maroc avec des sommes conséquentes, parfois très hautes. Des saisies ont déjà eu lieu. » Le propos est confirmé à Bruxelles, et les policiers des deux villes constatent l'apparente bonne volonté des autorités marocaines. Mais, même lorsque les Belges approchent Rabat avec un dossier jugé, plusieurs problèmes entravent jusqu'ici la saisie des immeubles achetés au Maroc avec l'argent de l'héroïne : il faut d'abord établir l'identité réelle du condamné. En Belgique, l'empreinte du détenu est unique mais jusqu'à cinq alias, éventuellement tous faux, peuvent y être attachés. Le trafiquant peut avoir été condamné et incarcéré sous un faux nom. Il faudra ensuite établir le transport d'argent, le cadastre de l'immeuble (s'il existe), confondre les parents prête-noms, etc. L'enquête ne fait que commencer. ■ A.L.

LE POIDS DU MARCHÉ BELGE : 168.000.000 €

Selon l'OEDT, le seul marché belge de l'héroïne (29.000 héroïnomanes) s'élève à 1,68 tonne d'héroïne « pure » (2 % de la consommation européenne). Soit un chiffre d'affaires minimal de 168 millions €. Le marché français, qui transite pour l'essentiel par la Belgique, pèse quatre à cinq fois plus...

L'EXPERTE



PIÉRIE-YVES THENPONT

Letizia Paoli, chercheuse à la KUL, n'est pas convaincue que la concentration en Europe de la majorité des revenus de la vente d'héroïne donne naissance à des organisations criminelles. Elle estime « qu'au moins 70 à 80 % des revenus de détail de l'héroïne restent auprès des lieux de vente ou remontent – au maximum – jusqu'en Turquie. Mais je ne sais pas si tout cet argent construit une criminalité organisée vraiment menaçante : je pense qu'il faut un certain contexte pour que se développe une entreprise illicite de grande ampleur. Je ne parle pas de la Turquie, qui est un cas différent. Dans l'Union européenne, vous avez certainement une myriade d'intervenants criminels, mais ils ne semblent pas se fédérer en une large organisation criminelle. Vous avez des cliques, des familles, des groupes, soit, mais le « large groupe criminel » – à l'italienne – est plutôt une exception. Et ce genre d'exception aura ses racines dans des pays comme la Turquie, l'Albanie ou le Kosovo qui ont une structure d'Etat faible, avec une application faible de la répression ; là où il y a une corruption d'une partie de l'appareil d'Etat ». Letizia Paoli and al., The World Heroin Market. Can Supply be cut ?, Oxford University press, 2009.